
L'Etat Composite : Contrôle 'Socio-Corporel' et Imaginaire Planifié

Le Cas des Services de l'Urbanisme en RD Congo

Stéphanie C. PERAZZONE'

'L'unique chose stable, c'est le mouvement, partout et toujours.'

- Jean Tinguely

Introduction

C'est au centre d'un débat générateur de *problématiques* globales concernant les dynamiques 'invisibles' locales de transformation de l'Etat dans les sociétés 'du Sud', que se situe ce texte. Alors que les dynamiques de gouvernance en République Démocratique du Congo (RDC) sont aujourd'hui étudiée principalement au travers du prisme de l'Etat fragile ou en faillite, ce projet propose un fil narratif plus nuancé, dont l'objectif est de rendre compte des réalités multiples dont se composent un peuple, un pays, une histoire, et bien sûr, le monde. Lorsqu'un matin je demande à Gaspard², un chef de bureau congolais aux services urbains de l'urbanisme de la ville de Lubumbashi³, si 'l'Etat est bel et bien foutu au Congo ?', il me dit, calmement, une main sur une pile de documents et l'autre réajustant ses grosses lunettes :

Non, ce n'est pas vrai. L'Etat est actif ici au niveau de la ville. Prenez les transports en commun, ce sont des privés, n'est-ce pas, mais *l'Etat tente de contrôler* ces bus pour des raisons *de sécurité* des passagers et de taxation. Nous avons donc mis les couleurs de la ville de Lubumbashi sur tous les bus, *déterminé* des places de parkings, *imposé* une taxation précise et nous travaillons pour cela avec les ACCO, les Associations des chauffeurs qui sont nos interlocuteurs dans cette coopération. La mairie a ses agents aux arrêts de bus et on *régule* tout ça⁴.

Alors comment peut-on donner un sens de telles affirmations ? En évitant précisément de leur *donner un sens* mais y laissant *surgir les sens* multiples qu'une telle situation occasionne. Les mots de Gaspard, ses activités en tant que fonctionnaires, et les politiques de la Mairie en matière de transports en commun dont les maîtres mots sont sécurité, régulation contrôle sont-ils des mystifications 'carefully cultivated inside the bureaucracy [...] to empower otherwise decrepit practices' (Hansen & Stepputat,

¹ S. Perazzone is a PhD candidate at the Graduate Institute of International and Development Studies. E-mail

² Tous les noms sont été changés afin de respecter l'anonymat de mes interlocuteurs.

³ Chef-lieu de la province du Haut-Katanga, au sud-ouest du pays.

⁴ Entretien accordé à l'auteure par le chef de bureau des services urbain de l'urbanisme à Lubumbashi le 14 novembre 2014.

2001a, 16-17), partie d'un 'régime du simulacre' (Mbembe 1992, 11) ? Certainement. Mais est-ce tout ce qu'une exploration ethnographique nous apprendrait ? Comment interpréter ces micro-pratiques de gouvernement et quels sont leurs *effets* ? Représentent-elles l'antithèse des idées internationales de développements modernisateurs de l'Etat wébérien ?

Dans un contexte résolument urbain, apparemment en déliquescence à l'image de l'Etat Congolais, ce travail tente de développer une approche quelque peu alternative à l'Etat en tant qu'entité légale wébérienne, construit social et appareil idéologique (Althusser, 2006), vertical et scalaire (Ferguson & Gupta, 2002). Pour ce faire, nous proposons le concept d'*Etat composite*, un 'assemblage' (DeLanda, 2006; Marcus & Saka, 2006) de pratiques *socio-matérielles disparates* dont les *effets*⁵ engendrent des *trajectoires d'Etat* à la fois destructives et génératives. Mais, alors que le *state effect* fût plusieurs fois l'objet d'une théorisation plus poussée, peu de fois fût-il l'objet de démonstrations empiriques ethnographiques et qualitatives. Ces pratiques quotidiennes sont, permettent au delà du regard normatif, de considérer les 'heterogeneous connections between objects, spaces, materials, machines, bodies, subjectivities, symbols, formulas and so on, that 'assemble' [the city] in multiple ways' (Farias, 2010)p. 14). Bien que plusieurs auteurs en anthropologie (urbaine) et sociologie politique internationale se soient déjà penchés sur la relation entre acteurs humain et non humains, les dimensions d'espace et de temps dans la construction d'entités comme la ville, les identités, la bureaucratie ou l'Etat⁶, l'attention est tournée non pas sur un seul exemple de relations (le contrat social, la stratégie politique), d'espace (route, école) ou de support (cartes géographiques, documents écrits) mais sur un ensemble d'actes, et d'images observées entre différents types de personnes (citoyens, chefs de bureau, maître d'ouvrage, chefs de quartier), de temps (mémoires coloniales, représentations immédiates), d'espace (rues, bureaux, chantiers, universités) et d'objets (bulldozers, papiers claques, stylos, archives, tampons, ordres de mission). Ce travail espère ainsi montrer que l'Etat [en milieu urbain], en tant qu'entité d'une réalité multidimensionnelle qualitative se forme de façon *simultanée* sous différentes facettes dans différents sites, à travers différentes relations - failli, fragile, faible, autoritaire, démocratique, capitaliste, providence, dysfonctionnel, négocié et *composite*.

A partir de l'analyse de plus de 80 interviews ethnographiques (Spradley, 1979) cet article étudie avec précision ces pratiques 'génératrices d'Etat' à travers le travail quotidien des fonctionnaires des services de l'urbanisme dans trois villes importantes du Congo : Goma, Lubumbashi et Kinshasa. Les résultats préliminaires de cette analyse de données révèlent deux *state effects*, ou 'trajectoire étatiques': 1) le développement d'un dispositif de contrôle socio-corporel et 2) la planification d'un Etat imaginaire. En outre, nous verrons que ces deux trajectoire de contrôle et de

⁵ Voir Poulantzas, Jessop, Mitchell, Foucault, Trouillot

⁶ Voir (Harvey, 2005; Radcliffe, 2001; Schouten, 2013; Wood, 2016)Gupta, 2012)

planification – nommées ‘socio-corporelles’ et imaginaire – s’associent au rapport que les humains entretiennent avec les idées et les matières. Le premier se rapporte au fait que, privés d’appuis logistiques, technologiques, matériel et financier conséquents, les fonctionnaires de l’urbanisme utiliseront leurs corps, leur présence, et l’usage stratégique de petits objets anodins pour asseoir leur autorité, et faire leur travail. Le second se rapporte cette fois plutôt à la notion de ‘imagined state’ utilisé en anthropologie, mais cette fois de manière assez littérale : la volonté, toujours présente de pouvoir planifier, anticiper, dessiner un lotissement, un parc public, un nouveau quartier de la ville ou public et privé seraient, sur papier calque, enfin séparés. La contribution d’une telle approche est donc à trois portants : en termes empiriques et analytique, la dimension plus holistique de ce travail espère contribuer au ‘tournant ethnographique’ et de déconstruction en théorie politique internationale; en termes théoriques, de conceptualiser une réalité pluraliste où se côtoient plusieurs ‘Etats’ ; et enfin, en terme de politiques internationales, ce texte atteste du rôle pertinent et central joué par les ‘petits bureaucrates’, souvent ignorés dans la programmation de projets de développement d’envergure alors qu’il sont en fait les architectes de pratiques stabilisatrices fortes qui permettent d’entrevoir un Etat ‘par le bas’ qui ne fonctionne pas si mal.

L’Etat ‘moderne’ en question

‘Etats Fragiles’ : Un discours transnational

Le discours transnational sur les caractéristiques de gouvernance dans la ‘postcolonie’ (Mbembe, 1992), et plus particulièrement en Afrique, se nourrit fréquemment d’images relativement dystopiques relatives aux dangers des Etats fragiles. Le discours de l’Etat fragile souligne tout particulièrement la dimension *sociale* des pratiques de gouvernement des élites politiques africaines le plus souvent subversives, destructrices, égoïstes et contraire à une d’éthique de gouvernance fondée sur une définition fixe de l’Etat wébérien. Dit ‘moderne’ depuis son émergence des Traités de Westphalie et des révolutions industrielles occidentales qui fortifièrent la notion de souveraineté dans sa dimension juridique et empirique, l’Etat wébérien comporte trois critères constitutifs: un territoire délimité par des frontières reconnues internationalement, une population vivant à l’intérieur de ces frontières et, directement associé, un pouvoir de coercition institutionnalisé, c’est à dire un pouvoir de souveraineté nationale applicable à la fois à l’encontre de désordres domestiques et d’agressions extérieures. Il existe plusieurs points de vue épistémologiques expliquant, historiquement et socialement, l’avènement de l’Etat moderne, ses caractéristiques et ses ‘faillites’ (Milliken & Krause, 2002), mais en produire une analyse critique (Di John, 2010) exhaustive étant impossible ce texte se borne à présenter brièvement les éléments clés des publications traitant 1) des théorisations en relations internationales de l’Etat faible postcoloniaux, 2) des modes de gouvernance domestiques de ces Etats faibles 3) les implications politiques de l’Etat faible.

En théories des relations internationales, réalistes, libéraux et constructivistes se penchent en particulier sur les enjeux de la souveraineté des Etats dans un ordre global anarchique dans les conceptions de menaces, et l'éclatement de guerres civiles, régionales et internationales. La prolifération d'acteurs sur la scène internationale à la suite de la globalisation et de la fin de la guerre froide a renforcé les inquiétudes concernant la perte d'autonomie des Etats et de contrôle de leur population et de leurs frontières. Une violation de la souveraineté territoriale par un Etat ennemi fut toujours une préoccupation majeure dans des jeux de pouvoir à somme nulle, mais les menaces provenant à présent de toutes parts – réseaux criminels de trafics en tout genre, les dangers du Web, de groupes terroristes transnationaux - réveillent des anxiétés parmi les populations et les dirigeants de la planète dont les ramifications concrètes se trouvent dans les 'nouvelles guerres' (Kaldor, 2013) ou les attentats terroristes de novembre 2015 à Paris. D'un autre côté, la manipulation politique de la souveraineté nationale par les élites politiques comme vecteur formel justifiant exactions, violences politiques et régimes autoritaires viennent confirmer les craintes associées aux Etats faibles où le principe de souveraineté s'effrite et se manipule au détriment de la paix et de la sécurité inter/nationale.

En termes domestiques – bien que les dimensions globales, domestiques et locales soient évidemment liées comme nous le verrons par la suite - dans une logique unificatrice et centralisatrice, l'Etat moderne Wébérien, l'idéal-type de la domination *légitime-rationnelle*, vise à une bureaucratisation progressive des rapports entre l'Etat et la société gérant, entre autre, la distribution de services publics. Loin du simple compromis Hobbesien garantissant sécurité contre souveraineté indirecte, l'Etat moderne, keynésien, s'est étendu, densifié, complexifié pour achever un degré de pénétration de la société (Giddens, 1985) si élevé qu'il se doit de fournir aussi, les biens collectifs que sont la représentation, l'égalité et le 'welfare' (Milliken & Krause, 2002). Ce faisant, l'Etat, comme institution et dispositif organisateur de la société, s'inscrit paradoxalement dans une logique de *pénétration* et de *différentiation* politique (Mann, 1984), se plaçant ainsi en tant qu'objet distinct (public) – et au-dessus – de la population (privée) dont il cherche à discipliner tous les aspects de la vie et de la mort. Suivant ce modèle évolutionniste, et émergent à la suite des théories de la 'modernisation' et de la 'dépendance' largement répandues dans les années 1950 à 1970, la thèse de 'l'Etat en faillite' cherche elle aussi à expliquer l'absence de progrès, voire la dégression (c'est à dire depuis leur indépendance) de certains pays non-occidentaux (Kapoor, 2008). Peut-être moins emprunts d'universalisme volontariste que les indépendantistes et développementalistes (Médard, 1990), (Daloz, 2006) ou (Bayart & Ellis, 2000) expliquent le 'sous-développement' par le rôle des dynamiques de corruption et de clientélisme devenus modes de gouvernance principaux des Etats Africains. Dans ce cadre, si par 'modernité' comme le soulignait (Mitchell, 2000) on entend toujours 'occidentalisation', alors l'Etat moderne ne peut se reproduire au sein d'organisations sociales conflictuelles, hybrides, tiraillées entre tradition et modernité, et donc peut encliner à accepter l'autonomie du 'public' par rapport aux affaires communautaires,

religieuses, familiales, économiques traditionnelles. Dans ce système néopatrimonial, la bureaucratie, incapable de reproduire les procédures formelles égalitaires qu'exigent ses fonctions, devient un instrument de plus pour les 'local elite strategies [that] used official positions to find their own informal means to further their careers and fulfil their social aspirations' (Reno, 2006)p.50). Devenu une organisation sociale néo-patrimoniale, l'Etat se criminalise (Bayart, Ellis, & Hibou, 1999) et se peuple de parasites dont seuls comptent les intérêts personnels et l'autoglorification (MacGaffey, 1987). Agissant selon les raisonnements de la 'politique du ventre' (Bayart, 2006; Leguil-Bayart, 1996), les élites nationales et locales Congolaises 'bouffe l'argent'⁷, pratiquent l'abus de pouvoir et privatisent l'Etat comme source de pouvoir et d'enrichissement selon une logique intentionnelle et stratégique servant des intérêts privés incompatibles avec les principes égalitaires de la bureaucratie moderne.

Dans le domaine des 'failed states', la notoriété de la République Démocratique du Congo (RDC) n'est plus à démontrer. La recherche scientifique portant sur 'la crise' de l'Etat congolais interminable (Young, 1978) focalisent le plus souvent, à l'image de ses homologues Africains, sur le rôle des mécanismes de gouvernance *non-étatique* (Raeymaekers, Menkhaus, & Vlassenroot, 2008; Tull, 2005), sur le lugubre héritage colonial (Devisch, 1998; Nkrumah, 1965) sur l'*échec* du 'mimétisme institutionnel' (Pourtier, 2010) ou de l'Etat importé (Badie, 1992) devenu 'invisible' (Herbst & Mills, 2013), d'un 'territoire sans Etat' ([Pourtier 1997] (Vircoulon, 2006)p. 572), des interventions internationales de 'statebuilding' (Eriksen, 2009) et de la modernisation d'une société fragmentée (Peemans, 1997) et, enfin, plus spécifiques, sur les problèmes de sécurité associés à une urbanisation incontrôlée des villes du pays (Büscher, 2011; De Maximy, 1984) et au déclin de ses services publics (Batley & McLoughlin, 2010; Trefon, 2009). Les implications de ces conclusions en politique internationale sont nombreuses. Non seulement le constat d'un retard de développement en Afrique dépeint de manière quasi-primitiviste des sociétés incapables d'absorber les registres occidentaux de la 'modernité' (Hell & Schönle, 2010) justifient interventions militaires et politiques internationales dans des Etats fragiles dont les résultats restent peu convaincants (Barnett & Zürcher, 2009; Trefon, 2011). En retour, et peut-être plus dangereux encore, elle forment aussi le socle de manipulations et de revendications souverainistes virulentes des dirigeants nationaux (Englebert & Tull, 2008). L'un des axes principaux de cet agenda interventionniste est la 'bonne gouvernance', collectivement négociée et acceptée (Nay, 2014) par de puissants acteurs se profile depuis de nombreuses années comme la solution la plus adaptée même si elle accuse le choc de critiques fervente quant à ses objectifs (l'efficacité bureaucratique, l'accès au libre échange, la transparence institutionnelle) et ses processus (libéralisation économique, marchandages élitistes).

Kinshasa, capitale du pays, est le centre administratif et commercial du pays, et est, tout comme Lubumbashi au sud-est et Goma dans le Nord-Kivu, tournée vers

⁷ Cette expression revient régulièrement dans les entretiens exécutés entre 2014 et 2016, ainsi que dans de nombreuses discussions informelles entretenus avec l'auteure lors de ses séjours de recherche dans les trois villes.

l'extérieure, et affiche comme toutes les autres, les stigmates des tendances urbanistiques du Congo Belge. Les anciens quartiers exclusivement 'blancs' présentent aujourd'hui encore un réseau d'infrastructures publiques, commerciales et d'habitat beaucoup plus étendu et fonctionnel que les anciennes 'cités' – camps de travailleurs et quartiers 'indigènes'. Tandis que le site original de la ville de Kinshasa formait déjà un nœud dynamique commercial et démographique le long du fleuve Congo, Lubumbashi fut créée de toute pièce sur un plateau vide du Katanga pour les besoins de l'industrie minière coloniale tandis que Goma, sur les bords du Lac Kivu s'étend sur un territoire volcanique, fertile jadis occupée par plusieurs groupements ethniques disparates (Büscher, 2011). Bien que les infrastructures sociales dédiées aux 'Noirs' furent longtemps négligées au Congo Belge, la période d'après-guerre, secouée de revendications indépendantistes et d'un accroissement démographique important, vit l'urbanisme devenir une préoccupation majeure de l'administration d'Afrique. Instrument de contrôle d'une population 'Noire déracinée', le grand projet du plan décennal 1949-1959 permettait non seulement d'instaurer un régime disciplinaire à la Foucault au sein d'institutions fixes comme les cliniques, hôpitaux, églises, marchés et écoles, ce projet moderniste chercha aussi à instaurer une relation de dépendance et un climat de divisions au sein d'une population urbaine Congolaise de plus en plus séduite par les discours d'auto-détermination.

Immédiatement après l'indépendance, les politiques concertées d'urbanisme furent reléguées au second rang par un leadership Congolais plus préoccupé par les crises politiques incessantes (De Maximy, 1984). Aujourd'hui la situation s'est largement aggravée avec des plans d'urbanisme dont la mise en œuvre se fait attendre⁸, et des services urbains au niveau municipal, provincial et national qui semblent ne remplir qu'un rôle de figuration. Kinshasa avec ses 10 millions d'habitants estimés, est, démographiquement loin devant Lubumbashi (1,6 million) et Goma (800,000)⁹. Entre guerres d'envergure régionale, conflits locaux et crises économique et politique se succédant depuis 1960, toutes trois manquent cruellement d'infrastructures publiques y compris l'élaboration et la réparation d'axes routiers principaux et secondaires, de l'électricité, de circuits d'eau potable, d'habitations décentes et économiquement accessibles, d'aéroports internationaux sans nids de poule, d'un système d'égouts, d'hôpitaux et cliniques, et d'écoles publiques gratuites.

Relayées en abondance dans les travaux journalistiques, les réseaux sociaux, les ONG, les analyses de l'OCDE (2015) ou chez de nombreux universitaires en théorie politique internationale, ces images ne sont pas seulement le fait d'observateurs externes. Professeurs congolais, bureaucrates et résidents ne cessent de déplorer *Mboka ebebi*, 'le pays est foutu' ! (Bofane, 2008). Et qui pourrait les contredire aux vues de ce que nous venons de décrire? La 'bonne gouvernance' s'immisce donc dans

⁸ Le SOSAK pour Kinshasa, le PUR pour Lubumbashi et un projet assez flou pour Goma élaboré en 2014 par l'ancien maire de la ville et oublié depuis.

⁹ Sachant qu'aucun recensement systématique n'a été effectué depuis 1984 (lui-même l'estimation du recensement scientifique de 1959), tous ces chiffres ne sont que des estimations peu fiables et proviennent pour la plupart de publications de l'ONU.

la gestion interne des affaires politiques d'Etats 'en voie de développement' et influe sur les techniques de contrôle de leur population, affecte la vie quotidienne de millions de gens –fonctionnaires, citoyens, acteurs politiques – et leur perceptions de l'Etat, du monde, et de la société alors même que nous les connaissons relativement mal, usant de prismes fixateurs des réalités sociale, plutôt que dans leur pluralité.

Déconstructions de l'Etat

Face à ces diagnostics de faillite, de nombreuses voix dissidentes se sont levées, suivant en fait le mouvement intellectuel de *déconstruction* en sciences sociales. En effet, depuis une dizaine d'année déjà, plusieurs auteurs en sociologie politique, relations internationales, sciences politiques et anthropologie, ont critiqué, remanié, voire rejeté, le concept de *failed state* – ainsi que ses nombreuses autres typologies : Etats fragiles, quasi-Etats, Etats faibles (Refs) – et ses hypothèses fondamentales. Par exemple, Putzel *et al.* (Putzel, Lindemann, & Schouten, 2008) apportèrent nuances analytiques et perspectives historiques dans la compréhension de l'Etat congolais. Il est assez rare en effet, que les rapports de la Banque mondiale et autres études spécialisées en 'fragilité' (Carment, Samy, & Landry, 2013) mentionnent le rôle critique joué par les réseaux de connaissances personnelles, les relations préférentielles (Crèvecoeur, 2011; Dembour, 2000), l'intériorisation du racisme institutionnalisé par les élites congolaises, la 'nervosité' de l'administration (Hunt, 2016) ou encore les dynamiques d'intérêts privés très répandus au sein de l'administration du Congo Belge. Relatant avec humour, les craintes d'une administration punitive, raciste et méfiante de sa 'population noire', Aimé Césaire écrivait :

'DEUXIEME FLIC - Ouais ! Mais inquiétant [à propose de Patrice Lumumba, prononçant un discours anticolonialiste] ! Son bock de bière est une vraie boîte à malice ! Qu'est ce qu'il en sort ? Je vais lui en toucher deux mots !

PREMIER FLIC - Fais gaffe ! Il faut vendre la Polar¹⁰ ! Tu sais qui est le patron de la Polar ?

DEUXIEME FLIC - Comment veux-tu que je le sache ? Je sais seulement que ce nègre est dangereux !

PREMIER FLIC - Tu es jeune ! Je te le dis : derrière Polar, il y a le ministre... Eh oui... Le ministre du Congo ! [...]' ¹¹

De la même façon, favorisant les 'récits de vie', l'observation participante et les

¹⁰ Entre 1956 et 1960, Lumumba fréquente les bars populaires de Léopoldville (Kinshasa) où il consomme la "Polar", bière Belge produite au Congo. Pour plus d'information sur le contexte historique de la pièce, voir Gondola, Charles Didier. 'Bisengoya La Joie: Fête, Sociabilité Et Politique Dans Les Capitales Congolaises.' *Fêtes urbaines en Afrique: Espaces, identités et pouvoirs* 1999: 87 et Kongolo, Antoine Tshitungu. "Une Approche Critique Des Variantes Dans Une Saison Au Congo D'aimé Césaire." Paper presented at the Aimé Césaire à l'oeuvre: actes du colloque international, 2010.

¹¹ Césaire, Aimé. 1967. *Une Saison au Congo*, Théâtre de l'Est Parisien, Paris: Editions du Seuil.

entretiens approfondis, MacGaffey (1987), Trefon (2004, 2007), Kabamba (2015) ont renoué avec une tradition de recherche qualitative et ethnographique en démontrant les capacités de résilience et les effets des relations interpersonnelles entre acteurs étatiques et privés sans renoncer toutefois, aux raisonnements normatifs à l'origine des conceptions de l'Etat en faillite. Lui aussi penché sur les dynamiques domestiques de production de l'Etat, Englebert concluait à propos du processus de décentralisation au Congo: 'Pour « ratée » qu'elle apparaisse, la décentralisation congolaise participe dès lors à l'élaboration d'un compromis social et politique entre les élites centrales et locales, les dirigeants et les fonctionnaires, qui institue une forme de partage du pouvoir sur lequel repose l'Etat. Son administration est sans doute faible, mais l'Etat lui-même n'est pas failli dans la mesure où sa formation se nourrit de ces pratiques' (Englebert 2012, 170). L'auteur informe donc le lecteur non seulement que le concept de 'faillite' tend à négliger la dimension hétéroclite et diffuse de l'Etat mais aussi l'importance des pratiques locales de compromis et de l'assemblage asymétrique de micro-pouvoirs.

De manière plus large et plus radicale, Hagmann & Péclard (2011), Titeca et de Herdt (2011) ou Olivier de Sardan (De Herdt & de Sardan, 2015) prennent volontairement du recul, ontologiquement et épistémologiquement, par rapport aux préceptes de l'Etat wébérien dans l'étude des relations Etat-société en Afrique. Comme le notent très justement Titeca et De Herdt (2011), les analyses portant sur la faiblesse de l'Etat en Afrique sub-saharienne, 'much attention is given to what there is not; by applying fixed, ahistorical Weberian definitions of statehood, particularly negative characteristics are attributed to these African nations' (215). Devant le constat que l'on discute beaucoup de 'l'Etat des conférences et des librairies' en s'intéressant peu à 'L'Etat pour de vrai' (Olivier de Sardan 2004, 1-2) plusieurs experts se sont penchés non plus sur les acteurs non-étatiques seuls mais sur leurs interactions routinières avec les bureaucrates, l'Etat dans son fonctionnement le plus banal. De façon similaire, nombreux sont les auteurs qui, s'appuyant sur les méthodes anthropologiques d'ethnographie et autres méthodes qualitatives relatives au 'grounded theory', évitent l'adoption de l'Etat moderne Wébérien comme *point de départ* analytique, en observant d'abord ce *qui est déjà là*. Cette approche redonne potentiellement une plus grande place aux pratiques quotidiennes des acteurs de l'Etat et leurs administrés à l'origine du *processus* socio-historiques et le construit social qu'est 'l'Etat' et de laisser tomber peut-être tout à fait la notion d'Etat en faillite. Influencés par les idées de James Scott et de Michel Foucault, certains de ces travaux ne présentent plus l'Etat comme un dispositif cohérent dans lequel se concentrent pouvoir, conceptualisé comme un jeu à somme nulle, monopole de la violence et de la politique. L'Etat est, ontologiquement, quelque chose d'imprécis, de mouvant, quelque chose qui existe sans exister, un processus historique et matériel autant de difficultés et d'ambivalences métathéoriques et empiriques, que nos théories contemporaines de l'Etat en sciences sociales peinent à réconcilier (Hay, 2014). En plus de discussions sociologiques et anthropologiques portant sur son 'capital symbolique' (Aretxaga, 2003) et l'imaginaire, le fétichisme et la mythologie de l'Etat

(Hansen & Stepputat, 2001b), les notions Foucauldienne de gouvernementalité, biopolitique et de régimes disciplinaires sont repris dans le contexte postcolonial, autant dans les œuvres de Corebridge et al. (2005) et Gupta (2012) que ceux de Ferguson ou Gupta (2002).

En théorie : Interactions socio-matérielles, Stabilisation, 'State effect'

L'analyse présentée ici montre que, dans le contexte urbain de la RDC où 'absences' et violences semblent les seules réalités possibles, l'échec n'est pas toujours là où l'on croit. Focaliser l'attention sur la modernité des lignes architecturales, des grattes-ciels et ou sur le financement de travaux publics à forte visibilité met en exergue, dans une démarche normative, ce qu'il manque et non ce qu'il *existe*. Face à ce constat, encore trop peu d'études cherchent à 'make sense of cities in Africa on their own terms instead of looking at them primarily in terms of what they lack, be it good governance, efficient management, a working infrastructure, or job-generating growth' (Pitcher & Murray 2007, 143), tout comme avec les études portant sur l'Etat. Or la remarque de Gaspard sur les transports publics, les contrôles, l'organisation des bus et des associations de chauffeurs non seulement se font l'écho de l'existence de diverses activités productrices d'ordre complexes, mais que ce sont ces activités anodines dont se nourrit l'Etat composite. Fondé sur une variété de textes en sciences sociales, l'Etat est conceptualisé ici comme un *composite*, par définition un ensemble éclectique de composantes, mais un produit ayant atteint tout de même une certaine cohérence. Il se construit donc autour de trois axes 'théoriques' principaux : la localisation de pratiques disparates et socio-matérielles; leur stabilisation à travers leur répétition multiple ; et le state effect à travers l'exemple de deux trajectoires étatiques (fig.4).

Comment observer et analyser cet Etat composite ? Les idées poststructuralistes d'un Deleuze (Deleuze & Guattari, 2013), Latour (2005) ou DeLanda (2006) qui usent d'une ontologie 'actant-rhizomes' et du concept d'agencement, assemblage en anglais, permettent d'appréhender la réalité non pas comme une chaîne linéaire de causes à effets, mais plutôt comme est une *multiplicité qualitative* au sein de laquelle se forment et se déforment des entités – la ville, les identités, l'Etat – qui sont elles-mêmes, pour utiliser l'approche qui nous intéresse, les *effets*, les variables dépendantes, des relations interpersonnelles aléatoires de la vie quotidienne. Contrairement à une conception purement matérialiste, constructiviste ou symbolique de l'Etat, les relations interpersonnelles prises en compte dans la localisation des pratiques étatiques ne sont pas seulement économiques, sociales et immédiates. Elles sont, à l'image d'une 'ontologie plate' (Garcia, 2011), fluides, changeantes, techniques et matérielles. Elles comprennent bien sûr une dimension *espace-temps* – l'imagerie et la mémoire d'un passé colonial, la prise formelle de rendez-vous, les temporalités journalières d'un bureau de quartier, la préparation du thé le matin - et les *objets – les nonhumains* - apparemment sans intérêt comme les fournitures de bureau, les tables, les imprimantes sans encres, les sons de radio et de cellulaires, la

disposition des chaises en plastique, les ordinateurs portables, les archives et vestiges coloniaux, les drapeaux, les photos encadrées du Président, et autres décorums de l'Etat sont autant de vecteurs de trajectoires étatiques, ou *state effects*, que le sont les discussions informelles, les relations de pouvoir ou les techniques de négociations. De ce point de vue, le social et le matériel, l'humain et le non-humain, ne sauraient exister l'un sans l'autre et se façonnent mutuellement.

Concernant les caractéristiques des pratiques et relations socio-matérielles observées dans ce texte, à l'image d'un rhizome Deleuzien ou d'une microphysique du pouvoir Foucauldienne, nous défendons ici une vision *aléatoire* et diffuse des relations socio-matérielles, préexistantes au *state effect*. Théoriquement, on accepte que ces relations soient disparates dans le temps et l'espace, qu'elles n'aient, comme l'Etat composite, ni début ni aboutissements déterminés, et qu'elles soient donc actionnées par une intention, mais aussi par hasard. Leur hétérogénéité n'empêche pas en revanche qu'elles se rencontrent de manière itérative, répétitive et comportent des éléments d'imitation. Prenant du recul face aux sciences politiques, l'action humaine (human agency) n'est donc considérée ni comme le résultat de la seule préméditation ni comme une volonté unidimensionnelle d'imposer ses intérêts personnels. C'est dans cette optique que nous ne posons pas la question 'pour quoi', mais 'comment'. Par exemple, nombreux sont les interlocuteurs qui n'ont pas su expliquer efficacement le raisonnement derrière les questions 'Pourquoi continuer de se tourner vers l'Etat s'il est inefficace?' 'Pourquoi y travailler si vous ne recevez pas de salaire?' Il fut beaucoup plus fructueux de décortiquer leurs petites habitudes, leurs lapsus linguae, d'observer les processus les ayant conduits à faire ces choix, et à déterminer les conditions socio-matérielles dans lesquelles ils émergent.

Les points de rencontre de ces relations Etats-société se manifestent le plus souvent à travers la répétition mimétique des pratiques quotidiennes, l'adaptabilité organique à des situations de 'manque' et d'absences et une codification systématique des échanges. Celles-ci à leur tour, forment le domaine *stabilisé* de 'trajectoires étatiques', ou *state effect*, ici au nombre de deux : l'émergence d'un dispositif socio-corporel de contrôle et la planification d'un imaginaire collectif. La conceptualisation de 'domaines' – un écho aux 'sites' de l'Actor-Network Theory (Law 2004) - permet d'éviter la notion de fixité des procédures bureaucratiques et des espaces publics où se jouent les interactions sociales entre agents de l'Etat et citoyen(ne)s. Le domaine des interactions de pouvoir ne se trouve dorénavant plus uniquement au sein des institutions gouvernementales, des ministères et des bureaux parlementaires, mais dans les rues des quartiers populaires, autour des fontaines d'eau potable, sur les campus universitaire, dans la maison des chefs de quartier, derrière le bulldozer de l'Urbanisme, dans les décrets coloniaux encore en vigueur, dans les micro 'mises en action' de l'Etat (Fig. 4). Quant aux 'bureaucrates de la rue', on conceptualise ici le niveau 'meso' – la bureaucratie plutôt que l'élite politique ; les citoyens ordinaires plutôt que les associations communautaires locales - comme l'un des sites possibles des manifestations empiriques de phénomènes 'globaux' comme, par exemple, les

processus d'étatisation, de bonne gouvernance, de l'économie de marché, des relations de pouvoir, des perceptions collectives. Comme le soulignaient Walker and Andrews 'local governments, in addition to being at the forefront of delivering and providing the public services on which citizens rely, are often also the most public face of the state. The 'street-level bureaucrats' who deliver local public services play a vital role in shaping what it means to be a citizen through their interactions with clients and service users' (2013, 1). Cela suppose donc, en termes analytiques, de *localiser* ces techniques de gouvernement, aussi hétérogènes soient-elles, et de mettre en évidence le processus de (re)production d'un Etat apparaissant comme une entité plus ou moins homogène, au moins dans les imaginaires collectifs.

Enfin, l'Etat composite se présente comme l'*effet*, sous la forme d'une force matérielle, symbolique et sociale relativement cohérente, d'une multitude de techniques de gouvernement *socio-matérielles* négociées au quotidien entre les petits bureaucrates 'de la rue' (Lipsky, 2010 [1980]) et les citoyens congolais ordinaires. Concernant la notion d'effet, cet article se fonde sur les travaux en sociologie politique traitant du *state effect* qui s'attache au problème ontologique et pratique épineux qu'est la distinction Etat-société. Inspiré des œuvres de Foucault (2004), Jessop (1990) et Mitchell (1991) le *state effect* permet d'étudier les processus complexes par lesquels – le 'comment' de – la distinction public/privé *apparaît* et donc participe à la re-présentation de l'Etat comme entité relativement cohérente la fois dans sa dimension symbolique, idéationnelle et matérielle, sans enfermer les relations de pouvoir dans une catégorisation binaire opposant domination moderne (formalité) et domination traditionnelle (informalité). L'*Etat composite* se présente donc, théoriquement et empiriquement comme l'*effet stabilisé* d'une multitude hétérogène, mouvante et aléatoire de *micro-techniques* de gouvernement négociées au quotidien à travers les relations entre petits fonctionnaires et citoyens congolais ordinaires.

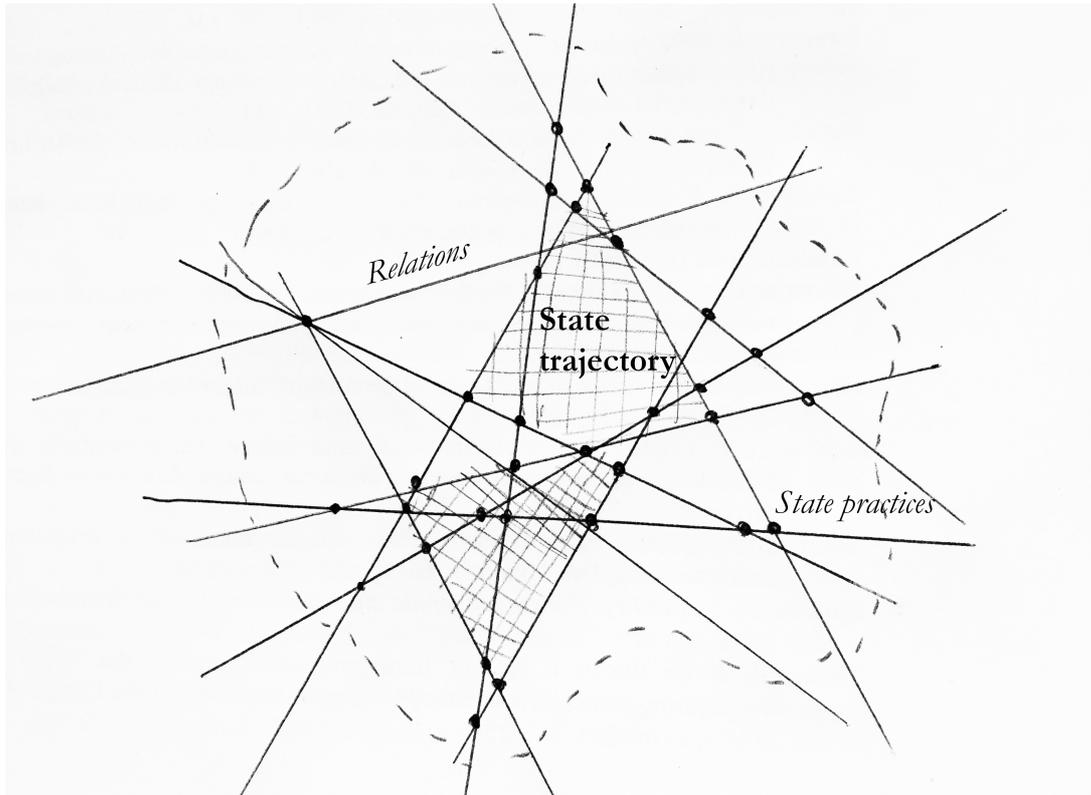


Fig 1. Visuals of the *composite state*

L'Etat Composite au Congo : deux effets, trois 'sites' d'interactions socio-matérielles

Malgré un contexte particulièrement brutal où les villes du Congo ont transformé leurs espaces publics en une impression forte d'un 'espace cannibalisé avalant tout le monde' (De Boeck & Plissart 2014, 14) et envahi de constructions anarchiques¹², le défi est d'adopter un regard critique qui puisse à la fois être global et déconstruit, et saisir les ravages structurels et les micro-crétions et permette de s'éloigner un peu des évidences empiriques et des présomptions théoriques afin de révéler d'autres dynamiques, transversales ou parallèles, essentielles à la re, dé, construction de l'espace public, de l'organisation sociale et de l'Etat 'tel quel' qui *réconcilie* les ambivalences des dichotomies formalité/informalité, ordre(s)/désordre(s), anarchie/contrôle. Ces pratiques de contrôle et d'imagination dans et par la ville sont façonnées par trois éléments interdépendant: une dimension temporelle historique avec une ambition de contrôle et de planification urbaine perdue, peut-être de manière ironique, à l'indépendance et qu'il s'agit de recouvrer ; l'usage symbolique et concret d'objets directement liés aux tâches de contrôle et d'imagination ; enfin, les effets destructeurs *et* générateurs sur la vie quotidienne et les orientations structurelles de l'Etat.

L'espace-temps colonial

¹² Terme régulièrement utilisé par les agents de l'Etat pour décrire les tendances urbanistiques en RDC.

Tout d'abord, les pratiques étatiques contemporaines au Congo sont marquées par les 'ruines de la modernité' (Hell & Schönle, 2010). Comme Gaspard l'expliquait l'imbrication des restes coloniaux et de tendances contemporaines surgissent jusque dans les pratiques et politiques administratives: 'Récemment, la tendance a été double : d'un côté l'anarchie et l'avènement du privé, de l'autre la réfection de vieux bâtiments coloniaux'¹³. Le fonctionnaire résume ici les deux fonctions de contrôle des nouveaux sites de construction et la planification et l'autorisation de chantiers privés et de préservation d'un héritage architectural coloniale. Du côté des administrés, un étudiant de l'UNILU explique que s'il habite dans un quartier urbanisé ou les quartier sont lotis, les parcelles délimités et les infrastructures eau et électricité existent, c'est un peu grâce à l'administration belge : 'Oui' me dit-il, 'c'est les *belges, ici c'est urbanisé*, il n'y a pas tellement de constructions anarchiques comme dans la Commune Annexe'.¹⁴ J'ai vu dans le quartier Kisanga, quelqu'un qui a construit vers la fin de la route. Donc il a coupé cette route en construisant sa maison au milieu'.¹⁵

A titre d'exemple, la figure 2 illustre ces propos et les ambivalences qui transcendent les grilles d'analyses contemporaines de l'Etat et des villes identifiés comme des échecs. Les photos de Kinshasa aujourd'hui regorgent d'un univers matériel qui dénote des restes urbanistiques coloniaux – le boulevard du 30 juin et ses bâtiments administratifs – ainsi qu'un quartier-bidonville près de l'aéroport de Ndjili ou rien ne semble s'imbriquer de manière réellement planifiée, les routes secondaires sont en piteux état, des 'disjunctions at play in the myths of modernity *and* tradition' (De Boeck et Plissart, 2014 :18) se jouent entre les maisons et les câbles électriques enchevêtrés dans un tissu urbain apparemment décomposé, appauvri, privatisant, gris de saleté, poussiéreux et au bord de l'asphyxie. La vue aérienne de Kinshasa sous son visage colonial (Fig. 3) présente un schéma plus quadrillé, fonctionnel, ordonné, planifié, contrôlé, un espace-temps qui organise les corps et les ambitions des Congolais tout en le séparant d'un privilège blanc, ou l'administration territoriale non seulement se voit construire ses propres appartements mais aussi gratifié d'une étiquette d'héroïsme et de courage. Une sorte d'Atlantide moderniste perdue qui provoque et justifie l'idée qu'on se fait toujours au Congo des techniques de gouvernement coloniaux : brutaux certes, mais ordonnés, et donc souhaitables.

¹³ Voir note de bas de page n° __

¹⁴ La Commune de Lubumbashi la moins urbanisée et la plus grande en superficie.

¹⁵ Entretien accordé à l'auteure par un étudiant/travailleur de chantier à Lubumbashi, 30 Octobre 2014



Fig. 2. Deux vues de Kinshasa. A droite, la place de la Gare et le Boulevard du 30 Juin en 2011. A gauche : un quartier populaire de la Commune de N'djili en 2014. Source : Stéphanie Perazzone.



Fig 3. Deux différentes prises de vue de Léopoldville à l'époque du Congo Belge dans les années 1950. A droite : le Boulevard Albert 1^{er} (30 juin). Source : AA- A gauche, vue aérienne du Boulevard. Source : AA-

L'époque coloniale belge bien que largement fondée sur une 'gouvernementalité' de la violence et de l'exploitation économique (Hunt, 2016), continue de provoquer chez de nombreux congolais et belges une nostalgie phénoménologique ou différée dont le chercheur, mal à l'aise, ne sait pas toujours quoi faire (Dembour, 2000). Avec ses avenues tracées, ses points d'eau potable, ses bicyclettes, son économie partiellement formalisée, ses cliniques et ses écoles érigées - fonctionnelles et ordonnées - dans les *cités* réservées 'aux Noirs', le Congo belge fait figure d'une modernité passée, abandonnée, en suspens, et ce qu'il en reste aujourd'hui se fait l'écho des 'ruins of urbanization' (Simone, 2004), d'un 'dé-développement' de la société. Bien que les 'cités' réservées aux 'Noirs' ne ressemblaient en rien aux infrastructures modernes et au confort de 'la ville blanche', les mémoires postcoloniales ne se souviennent que de la propreté, l'ordre, le contrôle, le sentiment d'être pris en charge. Nombreux sont ceux, aux services techniques de l'urbanisme, qui déplorent la disparition de l'Office des Cité Africaines, créé à la deuxième moitié des années 1950 pour concevoir la planification et la construction des quartiers et des habitations des Congolais¹⁶.

¹⁶ Entretien accordée à l'auteure par un membre du personnel des archives du BEAU à Kinshasa, oct. 2014

D'autres pensent se rappeler l'efficacité de programmation et d'anticipation des autorités belges qui 'dans le temps faisait un plan de lotissement et on y mettait tout avant que la population puisse y habiter' me dit Francine, une fonctionnaire des services techniques de l'urbanisme à Lubumbashi. Toujours assise à la grande table en bois qui trône au milieu de son petit bureau, qui me confie-t-elle fut construit en 1910 en même temps que le reste de la ville blanche de Lubumbashi, Francine, toujours accompagnée de son collègue proche Louis travaillant au bureau urbain d'urbanisme de la mairie, raconte :

'cette petite maison a été construite en 1910. Ensuite la commune qui a suivi, c'est la commune Kamalondo. Ca c'est la première commune qui a été construite. En suite il y a eu Kenya, ensuite il y a eu Katuba et ensuite il y a eu la Ruashi. Donc ça se sont les communes qui existaient du temps, avant l'indépendance quoi. La Ruashi c'est en 1956, Katuba en 1952, Kenya je crois ...'

Louis, lui coupe la parole : '... Après la deuxième guerre mondiale, dans les années 1940', ce à quoi elle renchérit : 'Oui, et Kamalondo c'était bien avant, puisque dès qu'on a commencé à construire la ville, il fallait mettre les travailleurs à côté. C'était là qu'on avait mis les camps des travailleurs'.

Me nommant toutes les communes de la ville, elle les remplace dans leur contexte spatio-temporel colonial, m'affirmant par la suite, que depuis, plus aucune planification d'envergure ne fut entreprise, ce qu'elle regrette amèrement¹⁷. En terme de contrôles, Francine, déjà rencontrée plus haut, se réfère souvent à une capacité administrative coloniale plus grande d'imposer l'ordre :

'Le service de l'hygiène passait tout le temps. Il déposait un papier sur la porte qui disait que nous étions dans une parcelle propre, et si nous n'avions pas ce papier, on *nous arrêtait*. Il y avait de *l'ordre*, il fallait des fiches de résidence, et *les belges vérifiaient* toutes nos allées et venues. Nous ne pouvions pas nous déplacer sans que l'administration soit au courant.

Je me souviens les enfants [congolais] se balançaient dans les manguiers pour attraper les mangues, ils se faisaient *engueuler par la police*, car nous n'*avions pas la permission*. Si un policier vous trouve en haut de l'arbre, vous allez avoir une chicotte¹⁸ ! Mais on n'arrêtait pas [elle se met à rire] !'¹⁹

La fonctions de contrôle et de planification – il y a avait de l'ordre ; on faisait des lotissements, les belges vérifiaient – se stabilisent donc dans les mémoires de

¹⁷ Entretien accordé à l'auteure par un fonctionnaire du Bureau d'Etude et D'aménagement de l'Urbanisme (BEAU) le 31 novembre 2015 à Lubumbashi.

¹⁸ La chicotte était une sorte de fouet utilisée par la Force Publique, les chefs coutumiers et les propriétaires terriens pour punir leur personnel ou les congolais au comportement déviant.

¹⁹ Voir note de bas de page n° __

fonctionnaires dont l'autorité s'est érodée au fil du temps. Avec peu de moyens technologiques à leur disposition et un salaire quasi-inexistant et une infrastructure urbaine inadéquate, les petits fonctionnaires se trouvent parfois coincés entre le vieux souvenir d'un statut porteur de dignité et la tâche ingrate de s'adresser à une population le plus souvent réticente. Un cheffe de quartier de Kinshasa se remémorant la fonction publique à l'époque coloniale expliquai qu'alors que les

'fonctionnaires étaient des intellectuels, des *évolués* [...] ce qui s'est abîmé, ce n'est pas l'évolution des choses, mais ce sont les mœurs. Les mentalités aujourd'hui ne sont plus les mêmes. Il n'y a plus une bonne vie et des bonnes mœurs comme à l'époque. Parce que à l'époque, quelqu'un ne pouvait pas se mettre sur la rue pour chier, pour faire pipi, uriner sur la rue comme ça, *c'était une abomination*, mais maintenant que les valeurs sont abîmées, quelqu'un peut se mettre à uriner devant les enfants.'²⁰

L'Etat contrôleur et l'Etat planificateur que coproduisent les fonctionnaires de l'urbanisme et certains de leurs administrés prennent donc forme *stable* à travers un réseau de mémoires collectives et individuelles, un espace-temps colonial, qui nourrissent le sentiment d'abandon par les sphères les plus hautes de la hiérarchie administrative ainsi qu'un regret spontané, peut-être dangereux, d'une époque reconstruite dans un lexique presque bienveillant. A l'instar de mes propres informateurs, Kahola et Sapato notaient 'Les enquêtés émettent généralement des avis positifs sur la ville coloniale. Elle est présentée comme un paradis perdu [...]'
(Kahola & Sapato, 2008): 35).

Usagers d'objets anodins

Mais les relations quotidiennes interpersonnelles d'aujourd'hui sont aussi modelées autour d'objets matériels moins anciens. Dans les bureaux de Gaspard, Francine, Louis et tous les autres, peu de choses sont à répertorier, mais elles occupent néanmoins une place spécifique dans la construction des trajectoires étatiques. On trouve en général d'une table en bois ou d'un bureau entourés de chaises en plastiques bleu, rose ou blanc autour desquels se déroulent toutes les opérations transactionnelles, procédurales, les négociations, le déjeuner du midi s'il y a, la prise de rendez-vous. S'ils ont été promus au grade de chef de bureau, ils ont la fierté de pouvoir jouir des services d'une secrétaire. Lorsque Louis fut enfin promu après plus de deux décennies de travail à la mairie, il me dit au téléphone, une grande excitation dans la voix que 'In shallah ! J'ai reçu ma promotion. Vous vous souvenez quand vous m'aviez demandé si j'espérais un jour être promu, ça y est maintenant c'est arrivé !'²¹. Je prend rendez-vous pour le lendemain matin. Mes notes de terrain exposent l'ambivalence de l'usage procédural des gens et des objets (la secrétaire, les agents présents au travail, les plans, le bureau, les téléphones, la salle d'attente) et des méthodes informelles (la joie d'être promu, la présentation de son nouveau bureau, le vieux téléphone coupé, le match de catch, et l'accueil peu formel, amical) dont Louis, que je connais bien, utilisa ce jour là.

'Je vais [...] dans le bureau de Louis et arrive un peu avant 9h30. Comme il est occupé dans son bureau, *sa secrétaire nous reçoit et nous fait attendre dans la première pièce de leurs*

²⁰ Entretien avec cheffe de quartier à Kinshasa le 23 mars 2016.

²¹ Conversation informelle par téléphone du 4 avril 2016.

bureaux. Son bureau à elle se trouve à gauche, elle a *des rangements, deux téléphones portables, une rallonge de prises* pour charger les téléphones sans doute, et un *vieux téléphone rouge ancien, dont les fils sont rongés*. Une autre très grande table face à la sienne est dressée à droite du bureau, et dans le fond une grande armoire, vide, et sans portes. Des agents de contrôle et des stagiaires sont assis en rang d'oignon derrière cette table, avachis, fatigués peut-être, sur leurs chaises. L'un se cure les ongles, l'autre dort. Les 5 autres ont les yeux rivés sur une *petite télé à antennes* posée au dessus d'une armoire plus petite ; un match de catch se déroule bruyamment sur le petit écran. Deux hommes en costume entrent et s'asseyent dans le fond de la pièce en face de nous. Ils ont eux aussi rendez-vous. Finalement, son rendez-vous terminé, Louis nous reçoit. Il ouvre grand sa porte, avec un immense sourire et me sert la main avec enthousiasme. Il me *fait faire le tour de son grand bureau* et me demande ce que j'en pense. Il a organisé une visite de site avec ses agents de contrôle, un chef de cellule et un chef d'équipe'.²² Rephrase and shorten : simple emphasis on the presentation of the office as a material space of authority, and then mix with portions of next section on the 'visite de site' – invitation ; carte de service + add objects use from the set up of the bureau provincial d'urbanisme in Lubum and those mentioned in Goma office' annual report – voiture de fonction, matériel informatique, matériel à dessiner,

Ainsi, les fonctionnaires de l'urbanisme, quelle que soient le service, amoncellent d'anciens plans de la ville, des projets en suspend des crayons, des vieux plans, des stylos, du papier claqué, des équerres, et peut être si la chance leur sourit, un ordinateur portable. Brandissant le décret sur l'urbanisme de 1957 encore en vigueur ou m'invitant à lire des ouvrages d'urbanisme publiés avant l'indépendance les fonctionnaires usent d'objets dont la valeur aujourd'hui n'est pas seulement d'imposer le respect des normes en matières de construction – je vous prouve par ces documents que mon travail est légitime et qu'il n'y'a pas d'échappatoire - mais de provoquer une revendication vis-à-vis des moyens dérisoires impartis à leur tâche : pas ou peu de salaires, pas de frais de fonctionnement, pas de financement de projets, pas de logements, pas assez de personnel qualifié. C'est la 'petite matérialité' des bureaux, et l'ingéniosité des fonctionnaires et de leurs administrés qui sont utilisées pour pallier à ce manque. Engagés, littéralement dans ce que Refs appelait le 'embodied state', ils sont générateurs d'un contrôle *socio-corporel* et d'une rêverie moderniste et planificatrice

Concrétiser les 'state effects'

Enfin, les effets des pratiques et relations entre urbanistes, contrôleurs et résidents ordinaires se manifestent à travers des conséquences bien concrètes du contrôle socio-corporel et de l'imagination planifiée.

-> Un désir collectif de contrôle, qui se réfère à un Etat aux contours formels et rationnels en dépit de capacités jugées limitées.

Jérémie, par exemple, avoue que les constructions anarchiques sont 'un problème, parce *que l'Etat doit contrôler* ça, surtout les agents du Cadastre... Ils passent là souvent, mais peut-être que c'est eux qui ont vendus ça, et je ne sais si le Cadastre est corrompu ou quoi.'

²² Entretien avec Louis, puis 'contrôle de site' avec deux de ses agents de contrôle, aux services urbains de l'urbanisme, à Lubumbashi le 5 avril 2016.

Je continue : ‘Et tu crois que les rues et les avenues qui ne sont pas organisées c’est un gros problème ?

Oui, les quartiers *doivent pouvoir avoir* des voies de communication, sinon on peut entrer, mais on ne peut pas sortir. L’année passée il y a eu beaucoup d’inondations dans beaucoup de quartier. Les gens ont construit leur maison dans des endroits inondables, ou il ne faut jamais construire, près des rivières, et tout à été détruit. Puis j’ai vu que *l’Etat est venu, les gens de l’Urbanisme, le vice-gouverneur*, après tout ça, et ils ont dit, ‘non vous *devez dégager* maintenant’. Ils ont vu sur place comment les gens construisaient et que ça n’allait pas, et ils ont dit aux gens de partir.

Ok, mais ils vont aller où les gens ?

Je ne sais pas, chacun se débrouille, ils vont se réfugier chez leur famille, des amis. Mais ça peut-être un problème grave, surtout s’ils ont des enfants... .. il y a *des communiqués qui passent souvent* sur la démolition des constructions anarchiques’.²³

Sur des problèmes similaires, Gaspard se fait l’écho de Jérémie en blâmant L’Etat lui-même, puis en réitérant les compétences diverses de contrôle de son unité.

‘Les services publics ne font que suivre la population, on n’anticipe pas. L’Etat *tente de contrôler* ces habitations, en créant des murs mitoyens, des sorties et des entrées de rues, pour désenclaver les avenues bouchées.

Il y a des solutions ?

La mairie a trois formes de compétences : 1. Juridictionnelles sur la totalité de la ville, 2. Matérielle : autorité publique représentant le gouvernement, peut donc poser des actes en vue d’atteindre l’intérêt général et 3. Temporel : Continuité des activités de son prédécesseur. Nous cherchons à urbaniser nos quartiers avec l’eau courante, l’électricité, des voiries respectées. Parfois nous détruisons des habitations dans le quartier pour désenclaver.’²⁴

Cette dimension formelle, comme nous venons d’en discuter plus haut, n’est pas appuyée par une large infrastructure logistique, financière et matérielle transparente et conséquente pour la mise en œuvre de telles politiques.

→ Un prisme restreint pour les services urbanistiques : démolitions, taxation, autorisations – surveillance et contrôle priment.

En usant de procédures formelles – document d’invitation, présentations, taxation légale – de menaces voilées et de cordialité informelles, les contrôles se succèdent et se ressemblent. D’innombrables mesures sont prises tous les jours dans la rue, les restaurants et les bureaux de l’administration pour effectuer les démolitions de constructions illégales - souvent catastrophiques pour les populations démunies – dans les marais, les parcelles privatives, les abords de l’aéroport ou les universités. D’autres contrôlent les procédures de demandes de permis de construire et travaillent à titre privé avec la population de leur quartier pour planifier une arrivée d’eau,

²⁴ Voir note de bas de page n° --

négozier avec les autres services publics en charge des infrastructures, ou travaillent pour des clients privés qui leur permettront de survivre, même si c'est illégal.

Une 'contrôle de site' à Lubumbashi au petit matin en compagnie de deux agents en révèlent les processus. Le chantier est construit par des Congolais, commissionnés par des indiens se trouve en centre-ville. Ce que les agents appellent 'le superviseur de chantier' nous reçoit dès que nous arrivons. Après quelques échanges de politesses, les deux contrôleurs se présentent comme agents de l'Urbanisme. Le superviseur, très poli mais visiblement un peu gêné par cette visite impromptue les croit apparemment sur parole puisqu'il ne demande pas à vérifier leurs cartes de service. Les deux agents lui expliquent ensuite que le chef de chantier bien que gratifié d'une 'invitation, c'est à dire d'une 'convocation à leur bureau' pour s'acquitter d'une taxe de construction ne s'est jamais présenté, et cela 'depuis trois semaines'. Le superviseur renchérit qu'il n'a jamais eu connaissance d'une quelconque convocation et que le chef de chantier n'étant pas encore sur place mais qu'il lui fera la commission. Déjà entrés dans un jeu de négociation, l'un des deux contrôleurs sort alors de sa petite mallette noire une invitation, un petit rectangle de papier de la taille d'une demi-feuille A4 sur lequel est imprimé le mot **Invitation** en caractères gras, suivi d'un texte à trous afin d'y ajouter. Formellement, le nom du destinataire, ici LIBERTY, la date de la convocation, la date du RDV, et le nom du service. A côté du mot **Invitation**, le contrôleur note les chiffres 002/2016 : invitation numéro 2, année 2016. Souvent harcelée par les fonctionnaires et les membres des services des renseignements, la population est rarement encline à accepter leur présence ou leurs 'invitations'. Si le superviseur prend cette invitation et que son chef ne se présente pas, c'est lui qui sera puni. Les agents font également en sorte que, pour affirmer l'autorité de l'Etat, ce soit le chef de chantier qui se déplace jusqu'aux bureaux des services d'urbanisme pour régler la taxe et non pas le contraire. Habités des procédures et au prélèvement de cette taxe, intimidé par la formalité de l'invitation et les conséquences potentiellement préjudiciables, l'échange reste cordial, l'invitation est acceptée. **Rephrase and shorten significantly.**

→ Reveries et plans – imaginer l'Etat

Pouvoir concevoir, à l'image de grands plans d'urbanisme restés en suspend depuis plusieurs années, des projets d'aménagement d'envergure qui redonneraient un peu de substance à leur travail de planificateurs. Beaucoup déplorent que leur hiérarchie ne les écoute pas, que leurs compétences techniques restent inutilisées, que la privatisation des villes et de l'aménagement de certains quartiers les fragilise d'avantage. Retranchés dans des opérations restreintes, et souvent aux conséquences pleines de contradictions, de contrôle et de surveillance, ils cherchent, en écho aux propos de leurs administrés, à pouvoir exercer la mission d'imaginer et de dessiner sur leurs ordinateurs portables munis des meilleurs programmes informatiques, les territoires, les espaces publics, des logements décents, des lotissements organisés. Rien de si éloigné que cet idéal-type, l'Etat wébérien. **Rephrase.**

Conclusions

REPHRASE Nous sommes donc loin d'une conceptualisation de l'Etat comme modèle cohérent normatif dans lequel l'informalité est un retour en arrière ou comme produit *raté* de stratégies – parfois hégémoniques - humaines des négociations de pouvoir. Loin des innombrables '*failed state index*' développés en politique internationale, elle nivelle aussi la hiérarchie des Etats et des sociétés de la planète de façon moins normative et prescriptive, ou la mesure des degrés de 'civilisation' ne se joue plus simplement au niveau d'une idéologie transnationales de la 'modernité', mais où chaque contexte, y compris postcolonial, s'inscrit dans une association à la fois syncrétique et familière des perceptions, imitations et démarches locales et routinières. De ce point de vue, où tout est mouvement, tous les Etats, dans le nord ou le sud, ont 'en voie de développement', et aucun ne constitue définitivement un appareillage de gouvernement terminé, le modèle international à suivre.

Ainsi, le lien empirique et théorique entre l'Etat des conférences, et l'Etat 'pour de vrai' se tisse non seulement à travers les attributs tangibles de comportements 'modernes', juridiques, 'rationnels' – coercition, territorialisation, bureaucratisation – mais aussi dans leurs composantes temporelles, matérielles, techniques, relationnelles, spatiales et sociales.

Ceci tout en admettant la possibilité de coexistence de plusieurs 'Etats' en un seul, laisse aussi assez de place pour concevoir la coexistence et la co-production de plusieurs discours, même apparemment contradictoires. Si les uns se focalisent en effet sur la pénurie de technologie, de matériel et d'infrastructures solides ou dans notre diagramme (Fig...), la multiplicité de relations sociales dont les désordres semblent éclipser les producteurs d'ordre, le discours d'une gouvernance faible dans un Etat fragilisé perdurera.

Herzfeld – bureaucrates are the machines for the 'social production of indifférence'. Oui ils sont plus intéressés par l'élargissement de leurs moyens, pouvoirs et prérogatives. Non, ils cherchent encore à définir un espace public égalitaire, organiser des logements appropriés, redéfinir la ville pour y apporter un réel mieux-être collectif.

Works Cited

- Althusser, L. (2006). Ideology and ideological state apparatuses (notes towards an investigation). *The anthropology of the state: A reader*, 86-111.
- Aretxaga, B. (2003). Maddening states. *Annual review of anthropology*, 393-410.
- Badie, B. (1992). *L'Etat importé: L'occidentalisation de l'ordre politique*: Fayard.
- Barnett, M., & Zürcher, C. (2009). The peacebuilder's contract: how external state-building reinforces weak statehood. In R. Paris & T. D. Sisk (Eds.), *The dilemmas of statebuilding: confronting the contradictions of postwar peace operations*. (pp. 23-52). Abingdon, UK: Routledge.
- Batley, R., & Mcloughlin, C. (2010). Engagement with Non-State Service Providers in Fragile States: Reconciling

- State-Building and Service Delivery. *Development Policy Review*, 28(2), 131-154.
- Bauman, Z. (2000). *Liquid modernity*. Cambridge: Polity Press.
- Bayart, J.-F. (2006). *L'Etat en Afrique: la politique du ventre*: Fayard.
- Bayart, J.-F., & Ellis, S. (2000). Africa in the world: a history of extraversion. *African Affairs*, 99(395), 217-267.
- Bayart, J.-F., Ellis, S., & Hibou, B. (1999). *The criminalization of the state in Africa*: International African Institute.
- Bofane, I. K. J. (2008). *Mathématiques congolaises*. Paris: Éditions Actes Sud.
- Büscher, K. (2011). *Conflict, state failure, and urban transformation in the Eastern Congolese periphery. The case of Goma.*, Ghent University, Ghent.
- Carment, D., Samy, Y., & Landry, J. (2013). Transitioning fragile states: A sequencing approach. *Fletcher F. World Aff.*, 37, 125.
- Crèvecoeur, G. (2011). *Journal d'un commis de l'État au Congo belge: d'après les mémoires de Marc-Armand Crèvecoeur*: Editions L'Harmattan.
- Daloz, J.-P. (2006). Au-delà de l'État néo-patrimonial. Jean-François Médard et l'approche élitare. *Revue internationale de politique comparée*, 13(4), 617-623.
- De Boeck, F., & Plissart, M.-F. (2014). *Kinshasa: tales of the invisible city*: Leuven University Press.
- De Herdt, T., & de Sardan, J.-P. O. (2015). *Real governance and practical norms in Sub-Saharan Africa: the game of the rules* (Vol. 7): Routledge.
- De Maximy, R. (1984). *Kinshasa, ville en suspens: dynamique de la croissance et problèmes d'urbanisme: étude socio-politique*.
- DeLanda, M. (2006). *A new philosophy of society: Assemblage theory and social complexity*: A&C Black.
- Deleuze, G., & Guattari, F. (2013). *Mille plateaux: Capitalisme et schizophrénie 2*. Paris: Editions de Minuit.
- Dembour, M.-B. (2000). *Recalling the Belgian Congo: conversations and introspection* (Vol. 9): Berghahn Books.
- Devisch, R. (1998). Colonial State Building in the Congo, and its Dismantling. *The Journal of Legal Pluralism and Unofficial Law*, 30(42), 221-244.
- Di John, J. (2010). The concept, causes and consequences of failed states: a critical review of the literature and agenda for research with specific reference to Sub-Saharan Africa. *European Journal of Development Research*, 22(1), 10-30.
- Englebert, P. (2012). Incertitude, autonomie et parasitisme: les entités territoriales décentralisées et l'État en République démocratique du Congo. *Politique africaine*, 125(1), 169-188.
- Englebert, P., & Tull, D. M. (2008). Postconflict reconstruction in Africa: Flawed ideas about failed states. *International security*, 32(4), 106-139.
- Eriksen, S. S. I. (2009). The liberal peace is neither: peacebuilding, state building and the reproduction of conflict in the Democratic Republic of Congo. *International Peacekeeping*, 16(5), 652-666.
- Farias, I. (2010). Introduction: decentering the object of urban studies. In I. Farias & T. Bender (Eds.), *Urban Assemblages*. (pp. 1-24). New York: Routledge.
- Ferguson, J., & Gupta, A. (2002). Spatializing states: toward an ethnography of neoliberal governmentality. *American ethnologist*, 29(4), 981-1002.

- Foucault, M. (2004). *Sécurité, territoire, population: cours au Collège de France, 1977-1978*: Gallimard.
- Giddens, A. (1985). *The nation-state and violence* (Vol. 2): Univ of California Press.
- Hagmann, T., & Péclard, D. (2011). *Negotiating statehood: dynamics of power and domination in Africa*: John Wiley & Sons.
- Hansen, T. B., & Stepputat, F. (2001a). Introduction. In T. B. Hansen & F. Stepputat (Eds.), *States of Imagination: Ethnographic Explorations of the Postcolonial State*. (pp. 1-38). Durham London: Duke University Press.
- Hansen, T. B., & Stepputat, F. (Eds.). (2001b). *States of imagination: ethnographic explorations of the postcolonial state*. Durham London: Duke University Press.
- Harvey, P. (2005). The materiality of state effects: an ethnography of a road in the Peruvian Andes. *State formation: anthropological perspectives*, 123-141.
- Hay, C. (2014). Neither real nor fictitious but 'as if real'? A political ontology of the state. *The British journal of sociology*, 65(3), 459-480.
- Hell, J., & Schönle, A. (Eds.). (2010). *Ruins of modernity*. Durham and London: Duke University Press
- Herbst, J., & Mills, G. (2013). The Invisible state. It's time we admit the Democratic Republic of Congo does not exist. *Foreign Policy*. Retrieved February 12, 2014, from <http://foreignpolicy.com/2013/06/24/the-invisible-state/>
- Hunt, N. R. (2016). *A Nervous State: Violence, Remedies, and Reverie in Colonial Congo*. Durham London: Duke University Press.
- Jessop, B. (1990). *State theory: Putting the capitalist state in its place*: Penn State Press.
- Kabamba, P. (2015). In and out of the state: Working the boundaries of power in the Democratic Republic of Congo. *Anthropological Theory*, 15(1), 22-46.
- Kahola, O., & Sapato, M. (2008). Elisabethville et Lubumbashi: Nostalgie d'une identité perdue. . In D. D. d. Mwembu (Ed.), *Les Identités Urbaines en Afrique. Le Cas de Lubumbahsi (R-D Congo)* (pp. 35-43). Paris: L'Harmattan.
- Kaldor, M. (2013). *New and old wars: Organised violence in a global era*: John Wiley & Sons.
- Kapoor, I. (2008). *The postcolonial politics of development*: Routledge.
- Latour, B. (2005). *Reassembling the social: An introduction to actor-network-theory*: Oxford university press.
- Leguil-Bayart, J.-F. (1996). L'historicité de l'Etat importé. *Cahiers du CERI*(15), 1-44.
- MacGaffey, J. (1987). Entrepreneurs and parasites: the struggle for indigenous capitalism in Zaire. *African studies series*.
- Mann, M. (1984). The autonomous power of the state: its origins, mechanisms and results. *European journal of sociology*, 25(02), 185-213.
- Marcus, G. E., & Saka, E. (2006). Assemblage. *Theory, culture & society*, 23(2-3), 101-106.

- Mbembe, A. (1992). The Banality of Power and the Aesthetics of Vulgarity in the Postcolony. *Public culture*, 4(2), 1-30.
- Médard, J. F. (1990). L'État patrimonialisé. *Politique africaine*(39), 25-36.
- Milliken, J., & Krause, K. (2002). State failure, state collapse, and state reconstruction: concepts, lessons and strategies. *Development and change*, 33(5), 753-774.
- Mitchell, T. (1991). The limits of the state: beyond statist approaches and their critics. *American Political Science Review*, 85(01), 77-96.
- Mitchell, T. (2000). *Questions of modernity* (Vol. 11): U of Minnesota Press.
- Nay, O. (2014). International organizations and the Production of Hegemonic Knowledge: How the World bank and the OECD helped invent the Fragile State Concept. *Third World Quarterly*, 35(2), 210-231.
- Nkrumah, K. (1965). *Neo-colonialism. The Last Stage of IMPERIALISM*. United States: International Publishers Co., INC.
- OECD. (2015). States of Fragility 2015. Meeting post-2015 ambitions. Paris OECD Publishing.
- Olivier de Sardan, J.-P. (2004). État, bureaucratie et gouvernance en Afrique de l'Ouest francophone. *Politique africaine*(4), 139-162.
- Peemans, J. P. (1997). Crise de la modernité et des pratiques populaires au Zaïre et en Afrique: Paris, L'Harmattan.
- Pitcher, M. A., & Murray, M. J. (2007). Exploring Cityscapes: Kinshasa and Johannesburg. *African Studies Review*, 50(3), 143-146.
- Pourtier, R. (2010). Regards géographiques sur cinquante ans d'indépendance (Geographic perspectives on 50 years of independence). *Bulletin de l'Association de géographes français*, 87(1), 3-14.
- Putzel, J., Lindemann, S., & Schouten, C. (2008). DEMOCRATIC REPUBLIC OF CONGO: THE RISE AND DECLINE OF THE STATE.
- Radcliffe, S., A. (2001). Imagining the state as a space. . In T. B. Hansen & F. Stepputat (Eds.), *States of Imagination*. Durham London: Duke University Press.
- Raeymaekers, T., Menkhaus, K., & Vlassenroot, K. (2008). State and non-state regulation in African protracted crises: governance without government. *Afrika Focus*, 21(2), 7-21.
- Reno, W. (2006). Congo: From state collapse to 'absolutism', to state failure. *Third World Quarterly*, 27(1), 43-56.
- Schouten, P. (2013). The materiality of state failure: Social contract theory, infrastructure and governmental power in Congo. *Millennium-Journal of International Studies*, 41(3), 553-574.
- Simone, A. (2004). People as infrastructure: intersecting fragments in Johannesburg. *Public culture*, 16(3), 407-429.
- Spradley, J. P. (1979). *The ethnographic interview*. Long Grove: Waveland Press, Inc.
- Titeca, K., & De Herdt, T. (2011). Real governance beyond the 'failed state': Negotiating education in the Democratic Republic of the Congo. *African Affairs*, 110(439), 213-231.
- Trefon, T. (2004). *Reinventing order in the Congo: How people respond to state failure in Kinshasa*: Zed Books.

- Trefon, T. (2007). *Parcours administratifs dans un État en faillite: Récits populaires de Lubumbashi (RDC)-Cahiers africains N° 74*: Editions L'Harmattan.
- Trefon, T. (2009). Public service provision in a failed state: looking beyond predation in the Democratic Republic of Congo. *Review of African Political Economy*, 36(119), 9-21.
- Trefon, T. (2011). *Congo Masquerade: The political culture of aid inefficiency and reform failure*. London, New York: Zed Books.
- Tull, D. (2005). *The reconfiguration of political order in Africa: a case study of North Kivu (DR Congo)* (Vol. 13): GIGA-Hamburg.
- Vircoulon, T. (2006). République démocratique du Congo: la démocratie sans démocrates. *Politique étrangère*(3), 569-581.
- Wood, A. (2016). School as Thing and Process: Using Scales to Complexify Schools. In J. N. Singh, A. Kantara & D. Cserző (Eds.), *Downscaling Culture: Revisiting Intercultural Communication* (pp. 141-164). Newcastle: Cambridge Scholars.
- Young, C. (1978). Zaire: The unending crisis. *Foreign Affairs*, 57(1), 169-185.